

# Ordonnance portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière

Modification du 29 octobre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

## I.

L'ordonnance du 20 octobre 2020 portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>1</sup> est modifiée comme il suit :

### Article 2a (nouveau)

Etat de nécessité **Art. 2a** L'état de nécessité, au sens de l'article 60 de la Constitution cantonale<sup>2</sup>, est décrété.

### Article 9a (nouvelle teneur)

Mesures  
supplémentaires  
à titre temporaire  
a) Manifestations  
et  
rassemblements

**Art. 9a** <sup>1</sup> Les manifestations et rassemblements, publics ou privés, y compris dans le cercle familial, à l'intérieur comme à l'extérieur, réunissant plus de 5 participants sont interdits.

<sup>2</sup> Sont exceptés :

- a) les ménages de plus de 5 personnes;
- b) les services religieux et autres manifestations religieuses ainsi que les funérailles, moyennant la collecte des coordonnées des participants conformément à l'article 8;
- c) les assemblées législatives au niveau cantonal et communal ainsi que les séances des exécutifs;
- d) les assemblées de corporations de droit public ne pouvant être reportées;
- e) les manifestations politiques ou de la société civile, les récoltes de signatures et les activités officielles nécessaires à la tenue d'élections et votations.

<sup>3</sup> Ne sont notamment pas considérés comme des manifestations et des rassemblements au sens de l'alinéa premier :

- a) les rassemblements s'inscrivant dans l'activité professionnelle, à l'exclusion de ceux à caractère essentiellement social;
- b) les rassemblements dans le cadre des écoles et des établissements de formation;
- c) les audiences en justice et séances de conciliation tenues devant des autorités cantonales et communales.

<sup>4</sup> Est réservé l'article 9c pour le sport de haut niveau.

### **Article 9b** (nouveau)

b) Fermeture  
d'infrastructures

**Art. 9b** <sup>1</sup> Les infrastructures d'accès public suivantes sont fermées au public :

- a) musées et salles d'exposition;
- b) salles de lecture, notamment celles des bibliothèques et des archives;
- c) cinémas;
- d) salles de concert;
- e) théâtres;
- f) casinos et salles de jeu;
- g) centres de sports, piscines, patinoires, fitness et toutes autres installations destinées aux activités sportives à l'intérieur;
- h) établissements de loisirs;
- i) centres de bien-être, à moins qu'ils n'appartiennent à un hôtel et qu'ils ne soient accessibles qu'à la clientèle de l'hôtel;
- j) restaurants, bars, discothèques, établissements de divertissement et autres établissements analogues;
- k) établissements à caractère érotique.

<sup>2</sup> Sont exceptés :

- a) la confection, la vente à l'emporter et la livraison de repas et de boissons;
- b) les cantines d'entreprises, d'établissements de formation et de structures d'accueil.

<sup>3</sup> Est réservé l'article 9c pour le sport de haut niveau.

**Article 9c (nouveau)**

c) Sport

**Art. 9c** Dans le domaine du sport, les matchs, les compétitions et les entraînements sont interdits, sous réserve :

- a) de l'article 6e, alinéa 1, lettres c et d, de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>3</sup>;
- b) des entraînements individuels ou en groupe de 5 personnes au plus en extérieur moyennant le respect des distances et l'absence de contacts.

**Article 9d (nouveau)**

d) Port obligatoire du masque

**Art. 9d** <sup>1</sup> Le port du masque est obligatoire en permanence sur les lieux de travail clos (y compris dans les véhicules), notamment dans les bureaux des administrations publiques et des entreprises privées.

<sup>2</sup> Cette obligation ne s'applique pas pour les personnes pouvant attester qu'elles ne peuvent pas porter de masque pour des raisons particulières, notamment médicales, ainsi que pour les activités pour lesquelles le port d'un masque est impossible pour des raisons de sécurité ou à cause du type d'activité concernée, auquel cas la distanciation doit être respectée ou une paroi de séparation doit être installée.

<sup>3</sup> Elle ne s'applique également pas aux personnes travaillant seules dans un local ou se déplaçant seules dans un véhicule.

**Article 9e (nouveau)**

e) Visite dans les établissements

**Art. 9e** Les visites dans les établissements hospitaliers, les établissements médico-sociaux, les unités de vie psycho-gériatrique, les appartements protégés et les institutions sociales, de caractère public ou privé, sont réglementées comme il suit, sous réserve de mesures plus strictes adoptées par ces institutions :

- a) chaque résident peut désigner jusqu'à deux personnes habilitées à lui rendre visite;
- b) un résident peut recevoir au plus la visite d'une de ces deux personnes par jour durant une heure, moyennant le respect de mesures de précaution strictes;
- c) toutes les autres visites sont interdites;
- d) dans des cas de rigueur (p. ex. situations de fin de vie), la direction de l'institution peut, sous sa propre responsabilité, autoriser des dérogations.

**Article 9f (nouveau)**

f) Dispositions particulières pour les écoles et établissements de formation

**Art. 9f** <sup>1</sup> Dans le périmètre des écoles du secondaire I, les élèves, le corps enseignant et les autres membres du personnel de ces écoles sont tenus de porter un masque lors d'activités présentiels. Font exceptions :

- a) les situations où le port du masque compliquerait considérablement l'enseignement;
- b) les personnes pouvant attester qu'elles ne peuvent pas porter de masque pour des raisons particulières, notamment médicales.

<sup>2</sup> Dans les écoles du secondaire I et II, l'éducation physique ne peut avoir lieu qu'à l'extérieur, moyennant le port du masque et le respect des distances.

**Article 9g (nouveau)**

Suspension du régime ordinaire

**Art. 9g** Durant la période de validité des articles 9a à 9f de la présente ordonnance, l'application des articles 5 à 9 est suspendue.

**Article 9h (nouveau)**

Dérogations

**Art. 9h** Sur demande motivée, la cellule de coordination et de suivi peut accorder des dérogations aux mesures cantonales allant au-delà du droit fédéral s'il existe un intérêt public prépondérant et si un plan de protection prévoyant des mesures spécifiques et suffisantes pour empêcher la propagation de la COVID-19 et interrompre les chaînes de transmission est présenté.

## II.

La présente modification entre en vigueur le 2 novembre 2020. La modification de l'article 9a et les articles 9b à 9g déploient leurs effets jusqu'au 15 novembre 2020 à minuit.

Delémont, le 29 octobre 2020

### AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président :

La chancelière :

Martial Courtet

Gladys Winkler Docourt

- 1) RSJU 818.101.26
- 2) RSJU 101
- 3) RS 818.101.26